

# Association des Etudiants Réfugiés Ivoiriens au Sénégal

---

Conférence de presse du 09 septembre 2011 au siège de la RADDHO

(Rencontre Africaine pour la Défense des Droits de l' Homme)

Monsieur le président de la RADDHO,

Messieurs les journalistes,

Mes dames et messieurs,

Chers honorables invités, bonjour !

Ce moment est un moment très décisif pour nous, car nous avons décidé de rompre avec le silence pour exhiber aux yeux du monde entier, les conditions de vie des réfugiés de manière générale et particulièrement celle des étudiants réfugiés ivoiriens vivant au Sénégal.

Nous ne saurons débiter ce discours sans dire merci au président de la RADDHO et ses collaborateurs, qui ont accepté de nous offrir ce cadre idéal pour l'exposition de tous les problèmes auxquels nous sommes confrontés depuis notre séjour au Sénégal, d'autant plus qu'il s'agit en réalité de la question des droits des réfugiés.

Nous disons également grand merci aux acteurs de la presse nationale et internationale qui ont effectué le déplacement pour venir vers nous et s'enquérir de la situation des réfugiés que nous sommes. Encore une fois, merci à tous et à toutes.

Les problèmes auxquels nous sommes confrontés sont multiples, mais nous les avons regroupés en trois grands points à savoir :

Le problème d'éducation,

Le problème d'insertion social

Le problème de santé.

## **A/ LE PROBLEME D'EDUCATION**

Nous avons été déportés au Sénégal en janvier 2005 pour les études. Il faut le préciser, malgré que nous soyons des réfugiés ivoiriens, nous sommes venus d'horizons divers.

En effet, à l'occasion de la crise socio politique survenue en Cote d'Ivoire, nous avons trouvé refuge dans les pays frontaliers à la Cote d'Ivoire. Ce qui fait qu'aujourd'hui certains d'entre nous avant d'arriver au Sénégal ont eu à séjourner au Mali et en Guinée Conakry. Ainsi, nous nous sommes retrouvés au Sénégal en **janvier 2005**.

Après des années d'études dans des conditions difficiles inimaginables, certains ont pu obtenir leurs diplômes, mais par contre d'autres n'ont pas pu terminer leurs études pour des raisons financières.

En effet, compte tenu de la cherté de la vie et l'arrêt brusque et prématuré de la bourse DAFI, certains ont été injustement privés de leurs diplômes faute d'avoir couronné leurs études avec succès. Pour vous dire combien de fois, il y a de dysfonctionnement aussi bien au niveau des critères d'octroi de la bourse d'étude qu'au niveau du paiement de la bourse pendant l'année académique, paiement caractérisé notamment par des retards intempestifs.

## **B/ PROBLEME D'INSERTION SOCIAL**

Après les études, nous sommes confrontés à de sérieux problèmes d'insertion sociale. Il n'y a eu aucune mesure d'accompagnement pour faciliter notre insertion dans la vie active. *Au Sénégal, le phénomène est inquiétant. Chaque Année plus de 100 000 étudiants diplômés sortent des universités Sénégalaises de toutes options et cycle confondu, selon l'Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie (ANSD) .*Jusque là nous n'arrivons pas à trouver de l'emploi et nous sommes abandonnés à nous-mêmes. Imaginez parmi nous, il y a des pères de famille qui ayant tout perdu pendant la crise ne savent plus où aller aujourd'hui. Bientôt sept ans hors du pays et même si nous devons retourner dans nos pays d'asile comme le prétend le HCR, où nous serons et comment nous vivrons ?

Il faut le noter, le HCR Sénégal fuit sa responsabilité et exprime un manque de volonté pour nous appuyer. Parmi nous, il y a toutes les compétences réunies : Ceux qui ont fait des études en finance, en gestion de projets et dans d'autres domaines. Même le HCR n'arrive pas à nous appuyer en termes de financement de nos projets.

Aujourd'hui, le HCR Sénégal qui se veut une institution humanitaire internationale, est gangréné par la corruption sans parler de son partenaire **OFADEC**.

Les réfugiés sont devenu leurs fonds de commerce. En effet, sans nous les réfugiés, ils ne peuvent avoir de budgets, mais quand ils ont le budget, il n'est pas géré comme il se doit c'est-à-dire n'arrive pas en réalité aux bénéficiaires. La preuve en est que ces pseudo humanitaires font comme si le fonds provient de leurs poches. Le triste constat que nous faisons c'est que certains agents du HCR et les travailleurs de l'OFADEC leur partenaire principal gèrent les structures comme leurs propres entreprises

## **D/PROBLEME DE SANTE**

Nul n'ignore la place qu'occupe la santé dans la vie de l'être humain. Les étudiants sont confrontés à des nombreux problèmes car certains de nos camarades ont du arrêtés les cours académiques à cause d'une prise en charge tardive .Notre prise en charge sanitaire est partielle ; pour ceux qui sont à Saint-Louis on leur demande de se soigner ensuite ils seront remboursés hors tel n'est plus le cas. Par ailleurs le B.O.S et O.F.A.D.EC nous demande de nous soigner dans les dispensaires et les centres de santé communautaires mais pas des les cliniques ou auprès des spécialistes de la médecine.

## **LES MANQUEMENTS CONSTATES**

- Manque de dialogue HCR-Réfugiés
- Délégation de leur mission première aux différents partenaires (OFADEC ;BOS ;PROGRAMME DAFI)
- Non assistance aux personnes vulnérables
- Inaccessibilité des fonctionnaires du HCR
- Trois partenaires entre le HCR et les refugies

- Les réfugiés évoluent dans un vides juridique (visa de séjour de 3mois pour des étudiants qui auront au moins 3ans d'études pour certain et pas de visa d'entrée pour certains)
- Le manque d'égard du HCR Sénégal pour la communauté Ivoirienne (depuis 2002 il se trouve que ce sont 5 personnes qui ont bénéficiés de la réinstallation dans certains pays contrairement aux autres communautés telle les mauritaniens ou les congolais qui voyagent par centaine)

**En Conclusion :**

L'Association des étudiants réfugiés ivoiriens au Sénégal dénonce avec force l'attitude du HCR face aux manquements notés dans le traitement des réfugiés.

**Le président de l'association**

Sangaré Mohamed Lamine